

M. KNOWLES: Nous ne considérons pas les Canadiens comme des ânes.

M. BLACKMORE: Si les politiciens continuent d'agir comme ils le font, les Canadiens deviendront rapidement aussi stupides que des ânes. Le Gouvernement est à détruire le véritable ressort de la production.

M. KNOWLES: Pour nous, ce sont des êtres humains.

M. BLACKMORE: C'est moi qui ai la parole, et si quelqu'un doute de ce que j'avance, je puis fournir des preuves.

A mon sens, il importe de ne mettre aucun obstacle à ce qui aiguillonne la production dans notre pays. Autrement, bien que le Canada soit l'une des plus riches nations du monde, il nous sera impossible de maintenir la production qu'exige un niveau élevé d'existence. Un tel état de choses existe, à mon avis, dans certains pays et il commence à se manifester dans d'autres.

En outre, pour garantir ces libertés, l'Etat devra établir une économie fondée sur une monnaie libre de dette, et prêter cette monnaie en vue d'activer la production, ce qui le libérera de la domination des institutions financières et lui permettra de mettre les ressources du pays à la disposition des gens sous forme de denrées et de services, et de faire de même pour les citoyens d'autres nations.

L'Etat devrait se fonder sur le principe de l'indépendance économique, et stimuler la production d'une quantité suffisante de diverses denrées en assurant une protection judiciaire aux industries domestiques, et en rajustant les prix à l'avantage des consommateurs domestiques.

Bien des gens, tant au Parlement qu'au dehors, s'élèveront contre cette assertion. Je me rappelle les diverses occasions où, depuis mon arrivée ici en 1935 le premier ministre (M. Mackenzie King) a pris la parole dans cette enceinte pour décrire les iniquités du nationalisme économique. Je ne sais pas au juste ce qu'il entendait par là. Pour ma part, j'estime que plus un Etat est en mesure d'assurer à ses citoyens les denrées et les services compatibles avec un niveau d'existence convenable, plus cet Etat est libre et plus grands sont le bonheur et la prospérité dont jouit sa population. Une observation d'un homme qui pendant de longues années a représenté en cette enceinte la circonscription d'Ontario, M. W. H. Moore, réputé homme d'étude infatigable, penseur prudent et orateur circonspect, ne manquera pas d'intéresser mes honorables collègues du parti libéral ainsi que bon nombre de conservateurs. Voici donc ce qu'il dit dans son livre récent *Grey Days*, à la page 100, en parlant de la politique économique:

[M. Blackmore.]

L'expression "il n'y a pas d'autre chose à faire" est péremptoire, mais elle n'est pas de mon cru; l'exhortation à équilibrer notre économie s'inspire des exigences du bien-être humain dans un monde nouveau.

Je n'hésite donc pas à réclamer pour notre pays une économie et un mode de vie fondés sur le principe de l'autarchie. Produisons donc chez nous le pétrole, la houille, le sucre, le caoutchouc et dans la mesure du possible tous les autres produits dont nous avons besoin.

Quant aux droits humains eux-mêmes, tels qu'ils sont énumérés dans le chapitre que j'ai cité du rapport présenté par ce comité de premier plan, je prévois une unanimité quasi complète en cette Chambre. Tâchons maintenant d'obtenir le même degré d'unanimité à l'égard des causes qui rendent la garantie de ces droits si difficile et des mesures que le Gouvernement peut prendre afin d'y remédier ou même de les supprimer.

Les entorses à la justice lorsqu'il s'agit des droits de l'homme viennent surtout de l'insuffisance et de l'insécurité des revenus, de la pauvreté et de la guerre.

Les principales causes des guerres sont d'ordre économique. Les conflits débutent par des rivalités commerciales résultant de l'insuffisance de la faculté d'achat des consommateurs nationaux, de balances de commerce défavorables de la crainte de ces balances défavorables et, partant, de dettes internationales impossibles à acquitter. Le combat s'engage aussi pour l'accès aux marchés ou aux sources de matières premières, ce qui revient à répéter ce que je disais plus haut. Presque toutes ces causes disparaîtraient d'elles-mêmes, si les nations convenaient d'adopter certains principes fondamentaux sur lesquels chaque Etat fonderait son mode de vie dans le domaine international, c'est-à-dire, dans ses relations avec les Etats voisins.

Ces principes internationaux impliquent, en premier lieu, l'établissement d'un organisme mondial de paix sous l'égide duquel chaque nation conserve la faculté souveraine de conduire ses affaires conformément à la volonté de sa population. Je me suis opposé à la formation des Nations Unies. Certains honorables députés se rappellent qu'en mars et avril 1945 je me suis opposé à la création de cet organisme; ils se rendront compte un jour, j'en suis convaincu, que l'accord de San-Francisco s'inspire de principes faux et a fait au monde plus de tort que de bien.

Il ne faut pas conclure de là cependant que je m'oppose à l'institution d'un organisme international. M. Anthony Eden a préconisé dans cette enceinte, sauf erreur, la formation d'un organisme international sur le plan du Com-